Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
DE L'AGROALIMENTAIRE
ET DE LA FORÊT

Secrétariat général **Service des ressources humaines** **Sous-direction mobilité, emplois,carrières** **78, rue de Varenne** **75349 PARIS 07 SP** **0149554955**	**Note de mobilité** **SG/SRH/SDMEC/2017-113** **08/02/2017**

Date de mise en application : Immédiate
Diffusion : Tout public

Cette instruction n'abroge aucune instruction.
Cette instruction ne modifie aucune instruction.
Nombre d'annexes : 13

Objet : Appel à candidature : 13 postes dans le 2ème cercle

Plusieurs postes sont offerts à la mobilité dite du "2ème cercle" ; les fiches correspondantes mentionnant les personnes à contacter sont jointes en annexe à la présente note.

Parcs Nationaux de France :

- 1 poste de chargé(e) de mission connaissance et médiation historique au Parc national des Calanques (agent contractuel A ou B+ / CDD) à Marseille (13).

- 1 poste de chargé(e) d'éducation à l'environnement et au développement durable au Parc amazonien de Guyane (catégorie B).

- 1 poste d'assistant(e) d'accueil et de gestion administrative au Parc national des Calanques (agent contractuel C / CDD) à Marseille (13).

FranceAgriMer :

- 1 poste de chef de l'unité filières végétales (F/H) (catégorie A) à Nantes (44).

- 1 poste de responsable de pôle Lait Scolaire et Fruits à l'École (F/H) (catégorie A) à Montreuil (93).

- 1 poste de responsable de la sécurité des systèmes d'information (F/H) (catégorie A) à Montreuil (93).

- 1 poste de responsable du Contrôle de gestion (F/H) (catégorie A) à Montreuil (93).

- 1 poste de responsable de la Délégation Certificats de service fait (F/H) (catégorie A/A+) à Montreuil (93).

Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES) :

- 1 poste de chargé de projet scientifique et technique dans le domaine de l'évaluation des risques sanitaires liées à l'eau (F/H) (agent contractuel ou titulaire de catégorie A) à Maisons-Alfort (94).

- 1 poste de chargé de projet scientifique et technique (F/H) (agent contractuel/CDD) à Maisons-Alfort (94).

- 1 poste de chargé de projets (F/H) (agent contractuel /CDD) à Maisons-Alfort (94).

- 1 poste de technicien de laboratoire en biologie (F/H) (agent contractuel/CDD) à Lyon (69).

- 1 poste de technicien de culture chargé du suivi sanitaire des plantes (F/H) (agent contractuel/CDI ou titulaire de catégorie B) à Lempdes (63).

L'adjoint à la sous-directrice de la gestion
des carrières et de la rémunération

Patrice CHAZAL

Appel à candidatures
Chargé(e) de mission connaissance et médiation historique

Contexte

Le Parc national des Calanques, dernier né des parcs nationaux en 2012, est un établissement public récent, chargé de missions de protection des patrimoines naturels et culturels, d'accueil du public et d'appui au développement durable, sur un territoire comprenant un cœur terrestre de près de 9 000 ha et un cœur marin de 45 000 ha.

Le territoire des Calanques est très spécifique du fait de la proximité immédiate des espaces urbanisés de la 2e métropole française mais aussi de sa longue et riche histoire. Les espaces naturels, autrefois marqués par des activités de subsistance et des lieux de cultes a connu au XIXe s. une période industrielle particulièrement polluante. Cette période qui s'achève au début du XXe s., est suivie, avec le développement des loisirs, par des acquisitions foncières publiques et des régimes de protection, laissant au territoire une évolution naturelle assez libre. Ce processus, dont découle la mise en place du Parc national, conduit à un entrelacs de traces, d'histoires et de relations à un territoire fortement approprié par le public.

L'objectif général porté par la charte du Parc est d'établir des relations apaisées entre l'homme et la nature et inscrites dans le développement durable au sein de la métropole. La construction de l'établissement du Parc national des Calanques appelle la définition de stratégies concertées et d'actions permettant la mise en valeur des patrimoines naturels, paysagers et culturels en directions des visiteurs et des riverains. Bien qu'essentielle, la connaissance de l'histoire n'est pas « naturellement » portée par l'établissement chargé de la gestion de l'espace protégé du Parc. Un travail de fond, en collaboration avec l'université, est entrepris pour doter le Parc du contenu et des outils nécessaires à la médiation et la réalisation d'outils d'interprétation. Cette démarche s'inscrit pleinement dans la réalisation du schéma d'interprétation du Parc et sera portée par la personne recrutée.

L'action du Chargé(e) de mission « connaissance et médiation historique » s'inscrit dans la construction de l'établissement public du Parc dans le cadre d'un renfort temporaire d'activité (contrat de 12 mois maximum non renouvelable).

Profil recherché

Recrutement à pourvoir par la voie contractuelle uniquement, pour une durée déterminée sur la période du 01 avril au 31 décembre 2017 (avec possibilité d'un autre contrat de 3 mois en 2018).

Agent contractuel de niveau équivalent à la catégorie A ou B+.

Rattachement hiérarchique

Responsable du pôle éducation, culture et développement social.

Missions

Au sein du pôle, le/la chargé(e) de mission est chargé(e) :

- De réaliser un travail de fond sur la connaissance historique (contemporaine et moderne) du territoire en relation avec les enseignants-chercheurs du laboratoire TELEMMe (Aix-Marseille Université/CNRS) : recherches bibliographiques et dans les archives départementales, municipales, de la CCI…
- D'organiser cette connaissance pour permettre son utilisation future (classement thématisé, rédaction de résumés, bibliographie…)
- De participer à la mise en place du schéma d'interprétation du Parc
- De participer ponctuellement à des actions de médiation et de création d'outils

Pour mener à bien ses missions, il/elle travaille en lien étroit à l'interne avec :

- Le responsable du pôle et la chargée de mission "Éducation à l'environnement et développement durable"
- Le laboratoire TELEMMe (UMR 7303 AMU-CNRS) de la MMSH où plusieurs chercheurs, spécialistes de l'industrie, de la forêt, de la mer, prendront en charge le pilotage scientifique des recherches
- Les équipes du Parc chargées de la communication, des usages et de l'aménagement participant à la mise en place du schéma d'accueil

Il/elle concourt au développement par ailleurs de partenariats externe avec :

- les services de l'Etat (DRAC, SRA, DRASSM)
- d'autres laboratoires de recherche travaillant sur le territoire
- les services des collectivités territoriales traitant de l'histoire et du patrimoine culturel
- les acteurs culturels et associatifs locaux

Activités principales

Le (la) chargé(e) de mission est principalement chargé(e) de :

De réaliser un travail de fond sur la connaissance historique du territoire en relation avec le responsable de pôle et TELEMMe. Le (la) chargé(e) de mission doit :

- définir les thèmes et périodes caractérisant l'histoire du territoire sur la base de réflexion et travaux engagés
- réaliser des recherches bibliographiques et dans les archives
- intégrer les références des documents recueillis à une base de données
- rédiger des résumés et commentaires
- organiser la connaissance pour permettre son utilisation future

Participer à la mise en place du schéma d'interprétation du Parc :

Le Parc national se construit dans le paysage institutionnel complexe d'un espace métropolitain. Il doit se doter d'outils de planifications lui permettant de collaborer pleinement avec les collectivités du territoire. Dans le cadre d'une démarche globale sur l'accueil du public, un schéma d'interprétation doit être réalisé pour le territoire.
En relation avec l'équipe projet, le (la) chargé(e) de mission :

- participe ponctuellement à la mise en valeur de l'histoire et du patrimoine culturel dans cette démarche ;
- participe à l'identification des acteurs concernés.

Participer ponctuellement à des actions de médiation et de création d'outils :

Cette année tournée sur l'histoire pour le pôle éducation, culture et développement social sera l'occasion de concevoir des outils, de proposer des sujets de médiations vers les publics ou d'organiser des formations internes sur les connaissances mobilisées. L'expertise du chargé de mission sera sollicitée.

Contribuer à développer des partenariats avec des acteurs du monde culturel et de la conservation des patrimoines et de participer à leur mise en œuvre :

Dans le cadre du travail général de documentation et de recherche mais aussi pour le schéma d'interprétation, le (la) chargé(e) de mission sera amenée à collaborer avec les acteurs culturels et à proposer des actions concrètes préfigurant la mise en place des outils de planification.

Compétences, connaissances et expériences requises

- Bonne connaissance en histoire contemporaine
- Expérience de recherche en laboratoire universitaire
- Bonne expression orale et présentation en public
- Rigueur rédactionnelle
- Conduite de projet
- Maîtrise des logiciels informatiques de bureautique
- Sensibilité aux enjeux de développement durable

Savoir-être attendus

- Rigueur et autonomie de travail, sens de l'organisation
- Diplomatie et bon relationnel, en interne comme en externe
- Esprit d'initiative et d'innovation
- Aptitude à travailler en équipe et en collaboration avec différents partenaires
- Discrétion professionnelle
- Réactivité et adaptabilité

Profil souhaité

M2 ou doctorat en histoire ; une bonne connaissance du territoire constituera un atout.

Localisation
Siège du Parc national des Calanques, à Marseille 8ème (Bouches-du-Rhône).

Date de prise de poste souhaitée
01/04/2017

Modalités de dépôt des candidatures

Candidature pour le poste de CHARGE(E) DE MISSION CONNAISSANCE ET MEDIATION HISTORIQUE - Adresser une lettre de motivation accompagnée d'un curriculum vitae détaillé à :
Monsieur le Directeur du Parc national des Calanques
141 av du Prado - 13008 Marseille

ou par courriel avec accusé de réception à l'adresse suivante : contact@calanques-parcnational.fr

Pour toute information complémentaire, vous pouvez contacter Francis TALIN, responsable du Pôle « Education Culture et Développement social », au 04 20 10 50 00 ou par mail francis.talin@calanques-parcnational.fr.

La date limite de réception des candidatures est fixée au 28/02/2017.
Les auditions des candidats sélectionnés auront lieu à Marseille la semaine du 6 au 10 mars.
La prise de fonction est prévue le 03/04/2017.

Seuls les candidats présélectionnés seront contactés. La non-réception d'une convocation à l'audition équivaut à un rejet de candidature.
Tous les candidats qui auront postulé recevront une réponse par courrier à la fin de la procédure, courant mars.

Parc amazonien de Guyane
Parc national

. FICHE DE POSTE

CHARGE.E D'EDUCATION A L'ENVIRONNEMENT ET AU DEVELOPPEMENT DURABLE

PUBLICATION INTERNE AFB – PARC AMAZONIEN DE GUYANE

Crée en février 2007, le Parc amazonien de Guyane a pour mission de protéger la nature, de valoriser les cultures traditionnelles et d'organiser avec ses partenaires un développement économique local adapté aux modes de vie des populations. En plus des missions classiquement dévolues au parcs nationaux, l'Etablissement public du PAG s'est vu confier certaines missions spécifiques (article L331-15-5 du Code de l'environnement) parmi lesquelles : « de contribuer au développement des communautés d'habitants qui tirent traditionnellement leurs moyens de subsistance de la forêt, en prenant en compte leur mode de vie traditionnel et de participer à un ensemble de réalisations et d'améliorations d'ordre social, économique et culturel dans le cadre du projet de développement durable défini par la charte du parc national ».
Le contexte des territoires concernés par le PAG se caractérise par des communes isolées, une forte démographie, un retard des équipements et services et des freins au développement identifiés, dont un déficit important sur les prérequis au développement. Pour autant, il existe un potentiel local et des perspectives d'activités, tant pour les initiatives privées que publiques, mais elles nécessitent un accompagnement et un soutien adaptés, notamment pour engager une dynamique d'intégration dans l'économie formelle.

Résidence administrative et familiale : Maripa-Soula (délégation territoriale du Maroni)

Statut : Titulaire de catégorie B de la fonction publique d'Etat ou de la fonction publique territoriale, ou contractuel.le de niveau équivalent (pour les agents relevant du Quasi statut de l'AFB : Catégorie B 1er niveau).

Missions :
Sous l'autorité du chef de délégation territoriale du Maroni, encadré.e par le Responsable patrimoine, en lien fonctionnel avec les services patrimoines naturels et culturels et développement durable ainsi qu'avec le référent EEDD du PAG, la.le chargé.e animation met en œuvre la stratégie EEDD du Parc en tant que référent.e métier pour l'établissement et contribue à la conception et la mise en œuvre de l'ensemble des projets d'éducation à l'environnement sur le territoire concerné par l'établissement et en particulier sur le Haut Maroni.

Plus spécifiquement, elle.il :

- participe à la programmation des priorités et des budgets des actions d'éducation à l'environnement, ainsi qu'aux séances du COPIL EEDD en tant que référent.e métier pour le Parc. Dans ce cadre, travaille en lien étroit notamment avec la cellule développement local de la délégation du Maroni. Il.elle pilote des projets et participe à des équipes projet dans son domaine d'activité.

- Conçoit et réalise un programme d'animations et des projets pédagogiques pour les scolaires, le grand public et pour les manifestations se déroulant sur le territoire de la DTM. Sa mission première est de réaliser des animations sur l'écologie (connaissance des espèces, fonctionnement des écosystèmes…), la réglementation, le patrimoine et la culture. Dans ce cadre, participe à des missions scientifiques afin d'étoffer les connaissances naturalistes à transmettre.

- Forme et coordonne le travail des agents chargés de réaliser des animations sur les deux antennes de la DT et peut être appelé à assurer le tutorat des volontaires de service civique recrutés pour des missions d'éducation à l'environnement.

- contribue à la formation et l'accompagnement des agents de la délégation territoriale de l'Oyapock afin de développer l'EEDD sur cette partie du territoire concerné par le PAG ;

- contribue à la conception et la mise en œuvre de tout autre activité liée à l'EEDD sur l'établissement (formation, dialogue avec les enseignants, actions sur les déchets, l'économie d'énergie, la gestion des ressources, mise au point d'outils pédagogiques adaptés…) ainsi qu'au dialogue de l'établissement avec les acteurs de la société civile engagée dans l'EEDD en Guyane comme au niveau national.

- Polyvalent.e, elle.il participe ponctuellement à la réalisation d'autres tâches sur la délégation.

Compétences requises

Bac+2 avec une expérience confirmée en EEDD
Expérience en montage et mise en œuvre de projets, conduite de réunion, transfert de compétence, formation, vulgarisation scientifique et animation
Bonne connaissance en écologie tropicale, faune, flore
Maitrise des outils informatiques
Connaissance du territoire et des cultures du Sud de la Guyane

Qualités et aptitudes

Sens de l'organisation, qualités relationnelles, capacité à coordonner des agents et à travailler en équipe, autonomie et rigueur dans le suivi des dossiers, capacité à synthétiser les informations et à dialoguer avec différents acteurs, disponibilité, souplesse. Goût pour le travail de terrain, capacité à vivre et à travailler en site isolé. Capacité d'adaptation à l'environnement et à la multi culturalité.

Prise de poste : 15 mai 2017
Afin de tenir compte du contexte très particulier du Parc amazonien de Guyane, la procédure de recrutement prévoit si nécessaire une évaluation et un entretien avec un jury.

Date limite de candidature : 15 avril 2017

Les candidatures (lettre de motivation et curriculum vitae) sont à adresser à l'attention de :

Mr Gilles KLEITZ
Directeur du parc amazonien de Guyane
1 rue Lederson
97354 Rémire Montjoly

A envoyer par courrier postal ou courriel à :
Marie-Claude RILOS - Responsable des Ressources Humaines
recrutements@guyane-parcnational.fr

Copie à
Gilles FARNY - Chef de la Délégation du Maroni
Gilles.farny@guyane-parcnational.fr

Appel à candidature
Assistant(e) d'accueil et de gestion administrative

Contexte

Le Parc national des Calanques, créé par le décret n° 2012-507 du 18 avril 2012, est géré par un établissement public à caractère administratif, opérateur du ministère de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie. Le (la) titulaire du poste prendra donc part, aux côtés du Directeur, du Secrétaire Général, et des membres de l'équipe, à l'expérience enrichissante de contribuer à l'organisation et au fonctionnement d'un service administratif récent, en cours de structuration.

Conditions d'accès au poste et profil recherché

Recrutement qui, **correspondant à un accroissement temporaire d'activité**, est à pourvoir **par la voie contractuelle uniquement, pour une durée déterminée de 6 mois, renouvelable.**
Agent contractuel de niveau équivalent à la catégorie C.

Positionnement du poste

Le (la) titulaire du poste est hiérarchiquement rattaché(e) au Secrétaire Général de l'établissement public du Parc.

Missions principales

Le (la) titulaire du poste est chargé(e) des tâches d'accueil et administratives suivantes :

- accueil physique et téléphonique (gestion du standard téléphonique de l'établissement),
- gestion de la boîte à lettre électronique générique du Parc (boîte « contact »),
- gestion courante du courrier : réception, enregistrement, diffusion et archivage du courrier pour l'ensemble de l'établissement ; expédition et archivage du courrier départ,
- réponse aux candidatures et aux demandes de stage,
- tenue et mise à jour du répertoire des contacts de l'établissement,
- saisie, mise en forme et diffusion de documents divers,
- préparation de dossiers.

Il (elle) participe également à la bonne marche de la vie de l'établissement en contribuant au bon fonctionnement des aspects logistiques généraux : réservation des salles, utilisation des véhicules de service, participation aux commandes de petites fournitures, suivi de la petite logistique.

Compétences techniques et organisationnelles recherchées

- bonne connaissance de l'organisation, du fonctionnement d'une structure administrative, et des circuits de procédure,
- maîtrise des outils bureautiques (WORD, EXCEL, POWERPOINT, OPEN OFFICE),
- maîtrise des technologies actuelles de l'information et de la communication,
- maîtrise des techniques de classement et d'archivage,
- bonne organisation du travail,
- rigueur professionnelle,
- disponibilité.

Compétences relationnelles recherchées

- Sens des relations publiques, goût du contact et du travail en équipe,
- Qualités d'écoute et de reformulation,
- Maîtrise de soi,
- Discrétion et confidentialité.

Connaissance du territoire du Parc national des Calanques et intérêt pour les questions environnementales appréciés

Localisation du poste

Siège du Parc national des Calanques, à Marseille (Bouches-du-Rhône).

Date de prise de poste souhaitée

Le 1er mai 2017.

Modalités de dépôt des candidatures

Merci d'adresser une lettre de motivation accompagnée d'un curriculum vitae détaillé à :

Monsieur le Directeur du Parc national des Calanques
Bât. A, 141 avenue du Prado
13008 Marseille

ou par courriel avec accusé de réception à l'adresse suivante : contact@calanques-parcnational.fr

Pour toute information complémentaire, vous pouvez contacter le 04 20 10 50 00.

La date limite de réception des candidatures est fixée au 28 février 2017.

Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Forêt

FranceAgriMer

Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt (DRAAF) des Pays de la Loire
5 rue Françoise Giroud / CS 67516 / 44275 Nantes cedex 2
Service régional de l'agriculture, de la forêt et des territoires (SRAFT) pôle "filières agricoles et agro-alimentaires"

Chef de l'unité filières végétales F/H

N° du poste : **170267**	Catégorie : **A**
Cotation parcours professionnel : **2** en cours de validation	Cotation RIFSEEP : **Groupe 3** si corps des attachés d'administration de l'Etat
Poste vacant	Localisation : **Nantes (44)**

Présentation de l'environnement professionnel	Le SRAFT regroupe les missions de FranceAgriMer et celles de la DRAAF en matière d'économie agricole, agro-alimentaire et forestière, ainsi que d'agro-environnement. Ce service est réparti sur 2 sites, Angers et Nantes, et organisé en 4 pôles : filières agricoles et agroalimentaires, politiques agricoles transversales, forêt-bois-environnement et gestion des dispositifs européens et contrôles.
Objectifs du poste	**Mission d'encadrement** et d'animation de l'unité "filières végétales" **Mission d'animation** des filières végétales et **de gestion des aides** correspondantes. Le périmètre du poste couvre les filières fruits et légumes, viticulture, horticulture, grandes cultures, cidriculture, plantes aromatiques et médicinales, semences et tabac.
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	**Les activités de suivi des filières végétales** sont les activités principales et prioritaires du poste. Elles consistent notamment à : - animer et encadrer l'équipe administrative et technique mise à la disposition du chef d'unité dans le cadre de ses missions ; - contribuer à la définition de stratégies et d'actions sur les filières végétales et suivre leur mise en œuvre - suivre les conseils spécialisés de FranceAgrimer relatifs aux filières végétales ; - expertiser l'économie des filières végétales et participer aux instances professionnelles, les informer de l'actualité économique, technique et réglementaire, faire le lien avec l'unité "IAA - agriculture biologique" en ce qui concerne l'aval des filières végétales. A ce titre, le/la chef(fe) de l'unité pourra représenter la DRAAF auprès de structures professionnelles ; - dans le cadre du conseil de bassin viticole Val de Loire-Centre, coordonner la politique viticole sur l'ensemble du territoire ligérien, apporter son soutien et son expertise aux services de l'Etat concernés, assurer la préparation (hors sujets relatifs au potentiel viticole), l'animation et le secrétariat de ce conseil ; - mettre en oeuvre et gérer les soutiens nationaux aux filières végétales (appui à l'expérimentation, PCAE végétal, aides aux serres, rénovation des vergers, audits caves particulières, dispositifs de crise...), en lien avec FranceAgrimer, le MAAF, le Conseil Régional, autorité de gestion du FEADER, et les DDT(M), services instructeurs de certains dispositifs, organiser les comités de pilotage correspondants, assurer le suivi des engagements et des paiements,... - assurer la production des données économiques des filières régionales (contrats d'achat, prévisions de récolte, conjoncture...) en étroite collaboration avec le service régional de l'information statistique et économique ; - en fonction de l'évolution de l'organisation sur le pôle, les activités du chef de l'unité "filières végétales" pourront évoluer et intégrer d'autres missions métiers. Le/la chef(fe) d'unité est membre de l'équipe encadrante du SRAFT : il/elle assistera à toute réunion organisée par le chef de service et/ou le chef de pôle, participera à la définition des actions et veillera à l'atteinte des objectifs. Le/la chef(fe) d'unité pourra également être amené(e) à suppléer le chef de pôle en cas d'absence ou un autre chef d'unité au sein du pôle

<table>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">Interlocuteur direct de l'ensemble des professionnels des filières végétales (fédérations ou syndicats, interprofessions, centres techniques et stations d'expérimentation...) et des partenaires institutionnels ou opérateurs de l'Etat : préfecture de région, services centraux du MAAF, FAM, DDT(M), Conseil régional, ASP, INAO, AELB...</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs / Connaissance</td><td>Savoir-faire / Maitrise</td></tr>
<tr><td>- Très bonne connaissance technique et économique des filières végétales et des réglementations nationales et européennes de ce secteur.</td><td>- Capacités rédactionnelles, d'analyse et de synthèse,
- Sens de l'organisation et de la gestion des priorités,
- Capacité à travailler en réseau
- Connaissance des outils informatiques bureautiques et spécifiques à l'activité

Bon relationnel, capacité à travailler en équipe avec toutes les autres composantes du service et avec les autres services de la DRAAF et de FranceAgriMer; Capacité à animer et piloter l'unité, Capacité à identifier les risques, à anticiper, à prévenir les difficultés, Rigueur et disponibilité (nombreux déplacements en région et parfois hors région)</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">Didier Neau, Secrétaire général du service territorial - Tél : 02 72 74 70 34
didier.neau@agriculture.gouv.fr

Mathieu BATARD, Chef du service FranceAgriMer - Tél : 02 72 74 71 50
mathieu.batard@franceagrimer.fr

Dany GAIGNIOT - Chef de l’unité développement des RH - Tél : 01 73 30 34 01
mobilite@franceagrimer.fr</td></tr>
</table>

Date limite de dépôt de candidature : vendredi 24 février 2017

Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Forêt

FranceAgriMer
12, rue Henri Rol-Tanguy – TSA 20002 – 93555 Montreuil Cedex

Direction Interventions/Service Régulation des marchés et programmes sociaux/Unité Programmes sociaux

Responsable de pôle Lait Scolaire et Fruits à l'Ecole F/H

N° du poste : **170228**	Catégorie : **A**
Cotation parcours professionnel : **2** en cours de validation	Cotation RIFSEEP : **Groupe 3** si corps des attachés d'administration de l'Etat
Poste vacant	Localisation : **Montreuil (93)**

Présentation de l'environnement professionnel	Dans le cadre des missions du pôle « programmes sociaux », l'unité est notamment chargée de la gestion des mesures liées à la distribution de produits alimentaires auprès des écoliers (règlements UE 657/2008 et 288/2009).	
Objectifs du poste	Organiser la gestion des mesures d'aide Lait Scolaire et Fruits à la Récré.	
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	- Gérer les procédures dans le respect des obligations des organismes payeurs (mise en place des phases d'agrément, d'instruction, de liquidation et du plan de contrôle), - Animation d'une équipe de superviseurs et de liquidateurs - Suivi des outils informatiques internes et externalisés - Avoir des contacts avec les représentants professionnels (DGAL, DGPE), - Répondre aux différentes missions de contrôle interne – externe.	
Champ relationnel du poste	- Demandeurs d'aides (12 000 bénéficiaires potentiels). - Agents de l'unité « programmes sociaux » du visa de l'agence comptable.	
Compétences liées au poste	**Savoirs**	**Savoir-faire**
	- Maitrise de la règlementation communautaire relative au secteur et de la procédure associée. - Connaitre les obligations d' « organisme payeur ».	- Organiser et écrire des procédures - Piloter et gérer l'activité. - Gérer une équipe. - Respecter les délais de paiement. - Exprimer les besoins en système d'information - Elaborer des notes et courriers
Personnes à contacter	Christophe DASSIE, Chef du service "Régulation des marchés et programmes sociaux" christophe.dassie@franceagrimer.fr Tél : 01 73 30 37 30 Sylvie LACARELLE, Chef de l'unité "Programmes sociaux" Tél : 01 73 30 31 59 sylvie.lacarelle@franceagrimer.fr Dany GAIGNIOT - Chef de l'unité développement des RH Tél. : 01.73.30.34.01 mobilite@franceagrimer.fr	

Date limite de dépôt de candidature : vendredi 24 février 2017

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt

FranceAgriMer
12 rue Henri Rol-Tanguy – TSA 20002 – 93555 Montreuil cedex

Direction générale / Mission d'appui au pilotage et à la gouvernance

Responsable de la sécurité des systèmes d'information (RSSI) F/H

N° du poste : **170283**	**Catégorie : A**
Cotation parcours professionnel : **2** en cours de validation	Cotation RIFSEEP : **Groupe 2** si corps des attachés d'administration de l'Etat
Poste vacant	Localisation : **Montreuil (93)**

Présentation de l'environnement professionnel	FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est un EPA sous tutelle du ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt. L'établissement est un opérateur de l'Etat, organisme payeur agréé du FEAGA. Il met en œuvre les politiques publiques de régulation des marchés et assure une veille économique qui renforce l'efficacité des filières et favorise leur organisation. La mission d'Appui au pilotage et à la gouvernance (M-APG) est rattachée à la direction générale. Elle pilote et coordonne les dispositifs de sécurité des systèmes d'information, de contrôle interne, de contrôle de gestion et fournit un appui à la gouvernance des systèmes d'information. Le RSSI encadre deux chargés de missions SSI.
Objectifs du poste	Le RSSI définit la politique de sécurité du SI et veille à son application, en cohérence avec la nature de l'activité de l'établissement et son exposition aux risques informatiques. Il assure un rôle de conseil, d'assistance, d'information, de formation et d'alerte. FranceAgriMer a mis en œuvre une démarche de certification ISO 27001 : 2013 du système de management de la sécurité des systèmes d'information (SMSI), qui devrait aboutir à une certification initiale en fin de 1er trimestre 2017. Une fois acquise, cette certification devra être maintenue chaque année.
Description des principales missions	1. Identification des risques et définition de la politique de sécurité - Maintenir à jour et optimiser le SMSI, préparer les audits annuels de certification avec les services contributeurs, piloter et coordonner les plans d'actions d'amélioration ; - Mettre à jour régulièrement les analyses de risques, étudier les dysfonctionnements et les marges d'amélioration des systèmes de sécurité, faire évoluer la politique de sécurité des systèmes d'information de l'établissement, les mesures et les normes de sécurité adaptées ; - Réaliser des audits du système de sécurité (avec l'appui de prestataires lorsque nécessaire) ; - Optimiser le plan de prévention des risques informatiques et le plan de continuité d'activité (PCA). 2. Veille technologique et réglementaire - Assurer une veille technologique afin de garantir la sécurité logique et physique du système d'information et assurer une veille réglementaire sur la protection des données personnelles ; - Identifier les nouveaux risques sur la sécurité du système d'information ; - Suivre les évolutions juridiques du marché en termes de sécurité informatique afin de garantir la conformité du SI au droit individuel et collectif ; - Rédiger des notes technologiques de sécurité. 3. Mise en œuvre et suivi du dispositif de sécurité - Faire appliquer les normes et standards de sécurité, auditer le respect des normes de sécurité informatique imposées aux sous-traitants de l'établissement ; - Faire tester régulièrement le bon fonctionnement des mesures de sécurité mises en place pour en détecter les faiblesses et les carences ; - Gérer les incidents de sécurité et participer à la recherche de solutions pour rétablir rapidement les services, faire analyser les causes des incidents et consolider les mesures de sécurité ; - Élaborer et suivre les tableaux de bord des incidents de sécurité. 4. Communication SSI et formation aux normes de sécurité - Définir les sessions de formation ou de sensibilisation à réaliser, superviser la rédaction des supports de formation et en assurer la diffusion ; animer en personne des sessions de sensibilisation à l'attention d'utilisateurs initiés ou non initiés ; - Mettre en place des actions de communication SSI régulières auprès des agents de l'établissement, ainsi que des communications ciblées en cas de risque majeur ou de dommages au SI causés par une attaque ou par des dégâts matériels.

<table>
<tr><td></td><td colspan="2">5. Management d’équipe et organisation
- Assurer le management hiérarchique de l’équipe SSI pour répondre à l’ensemble des contraintes
- Organiser et animer les différentes réunions et comités relatifs à la SSI
- Suivre le budget alloué à la sécurité informatique et élaborer les appels d’offre SSI.</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">- Direction générale et tous services/directions de l’établissement
- Autorités de tutelle et corps de contrôle externes</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs / Connaissances</td><td>Savoir-faire / Maîtrise</td></tr>
<tr><td>Bonne connaissance de la stratégie de l’établissement, de son organisation, de ses métiers et des enjeux.
Bonne connaissance du système d’information global, de l’urbanisation et de l’architecture du SI et des interfaces en application.
Bonne connaissance des réseaux et systèmes.
Bonne connaissance des méthodologies et des outils d’évaluation et de maîtrise des risques
Bonnes connaissances juridiques en matière de sécurité et de droit informatique.</td><td>Maîtrise des normes et procédures de sécurité et des outils et technologies qui s’y rapportent.
Maîtrise des normes ISO

Sens de la confidentialité, intégrité, rigueur, capacité d’anticipation et sens de la méthode, pédagogie, diplomatie, écoute, sens du dialogue.
Force de proposition pour faire évoluer la stratégie ainsi que les pratiques.
Capacité à travailler et à s’adapter à tous les niveaux d’interlocuteurs de l’entreprise.</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">Isabelle CENZATO, Secrétaire générale
Tél : 01 73 30 20 46
isabelle.cenzato@franceagrimer.fr

Françoise COVARRUBIAS, Chef de la mission APG
Tél : 01 73 30 21 97
francoise.covarrubias@franceagrimer.fr

Dany GAIGNIOT, Chef de l’unité développement des RH
Tél : 01.73.30.34.01
mobilite@franceagrimer.fr</td></tr>
</table>

Date limite de dépôt de candidature : vendredi 24 février 2017

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt
FranceAgriMer
12 rue Henri Rol-Tanguy – TSA 20002 – 93555 Montreuil cedex

Direction générale / Mission d'appui au pilotage et à la gouvernance / Contrôle de gestion

Responsable du Contrôle de gestion F/H

N° du poste : **170204**	Catégorie : **A**
Cotation parcours professionnel : **2** en cours de validation	Groupe RIFSEEP : **Groupe 2** si corps des attachés d'administration de l'état
Poste vacant	Localisation : **Montreuil (93)**

Présentation de l'environnement professionnel	FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est un EPA sous tutelle du ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt. L'établissement est un opérateur de l'Etat, organisme payeur agréé du FEAGA. Il met en œuvre les politiques publiques de régulation des marchés, assure une veille économique qui renforce l'efficacité des filières et favorise leur organisation. La mission d'Appui au pilotage et à la gouvernance (M-APG) est rattachée à la direction générale. Elle pilote et coordonne les dispositifs de contrôle interne, de contrôle de gestion et de sécurité des systèmes d'information, elle fournit également un appui à la gouvernance des systèmes d'information. Le contrôle de gestion est constitué d'un responsable et de deux chargés d'étude.
Objectifs du poste	Apporter une contribution active au pilotage de l'établissement par l'analyse de la performance des activités. Nourrir le dialogue de gestion entre les différents niveaux de responsabilité de l'établissement.
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	1. Apporter l'appui du contrôle de gestion au pilotage stratégique et opérationnel de l'établissement - Formaliser les objectifs et indicateurs de performance des missions et garantir leur déclinaison opérationnelle ; - Organiser le dialogue de gestion autour de la recherche de la performance (moyens, objectifs, résultats) ; - Produire les rapports de gestion et les tableaux de bord à partir des données provenant des services gestionnaires, pour aider à la prise de décision et contribuer à l'efficience des processus. 2. Assurer la mesure des activités, des produits, des coûts et des résultats - Définir les nomenclatures des activités et des produits ; - Optimiser en continu la comptabilité analytique et le schéma de gestion ; - Mesurer les activités, les produits, les coûts et les résultats ; - Définir et mettre en œuvre les méthodes de comparaison entre unités et les méthodes d'étalonnage ; - Développer les outils de justification « au premier euro » et de programmation des activités. 3. Organiser et animer la fonction de contrôle de gestion - Structurer la fonction, définir et documenter l'organisation, les outils et les procédures de contrôle de gestion ; - Assurer la maîtrise d'ouvrage des systèmes d'information nécessaires au contrôle de gestion (collecte de données élémentaires, consolidation, analyse) ; - Mutualiser les bonnes pratiques (réunions, séminaires..) ;
Champ relationnel du poste	- Direction générale et tous services/directions de l'établissement - Autorités de tutelle et corps de contrôle externes

	Savoirs / Connaissances	**Savoir-faire / Maîtrise**
Compétences liées au poste	Connaissances approfondies en comptabilité générale, comptabilité analytique et techniques du contrôle de gestion. Bonnes connaissances des règles de la comptabilité publique.	Maîtrise des outils bureautique (dont Access) et des outils de gestion budgétaire et comptable (la connaissance de l'outil SIREPA est un plus), ainsi que des techniques de communication orale et écrite. Qualités : Bon relationnel, aptitude au travail en équipe, sens du service, rigueur, méthode et organisation, esprit d'analyse et de synthèse, capacité d'adaptation et sens de l'initiative (être pro-actif)

Personnes à contacter	Isabelle CENZATO – Secrétaire générale 20 46 isabelle.cenzato@franceagrimer.fr	Tél : 01 73 30
	Françoise COVARRUBIAS – Chef de la mission APG 21 97 francoise.covarrubias@franceagrimer.fr	Tél : 01 73 30
	Dany GAIGNIOT, Chef de l'unité développement des RH 01.73.30.34.01 mobilite@franceagrimer.fr	Tél :

Date limite de dépôt de candidature : vendredi 24 février 2017

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt
FranceAgriMer
12 rue Henri Rol-Tanguy – TSA 20002 – 93555 Montreuil cedex

Délégation Certificats de Service Fait (D-CSF)

Responsable de la Délégation Certificats de service faitF/H

N° de poste : **170268**	Catégorie : **A/A+**
Cotation parcours professionnel : **2** en cours de validation	Cotation RIFSEEP **: Groupe 2** si corps des attachés d'administration de l'Etat
Poste vacant	Localisation : **Montreuil (93)**

Présentation de l'environnement professionnel	La délégation Certificats de Service Fait (D-CSF) est directement rattachée à la Direction générale de FranceAgriMer. Au titre du Fonds Européen de l'Aide aux Plus Démunis (FEAD), la D-CSF est responsable du pilotage des contrôles de 1er niveau permettant d'établir les Certificats de Service Fait au sens du R(CE) 223/2014 (analyse de risque, plan de contrôle et traitement des suites de contrôles - administratifs et sur place) de la passation du marché au 1er entrepôt (CSF achat de denrées) et du 1er entrepôt à la distribution aux plus démunis (CSF frais logistiques associations). Ces fonctions seront étendues à terme mutatis mutandis au Fonds européen des affaires maritimes et de la pêche (FEAMP) dans le cadre des règlements (UE) n° 1303/2013 et 508/2014
Objectifs du poste	Mettre en œuvre et contrôler les procédures permettant de sécuriser la mission d'organisme intermédiaire de l'établissement vis-à-vis des autorités de gestion du FEAD et du FEAMP
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	Piloter une équipe, composée à ce stade de 4 personnes dont le responsable, chargée de : - mettre à jour les procédures relatives à l'établissement des Certificats de Service Fait "achat de denrées" et "frais logistiques associations". - piloter les contrôles de 1er niveau permettant d'établir les CSF au sens du R(CE) 223/2014 (analyse de risque, plan de contrôle et traitement des suites de contrôles - administratifs et sur place) de la passation du marché au 1er entrepôt (CSF achat de denrées) et du 1er entrepôt à la distribution aux plus démunis (CSF frais logistiques associations). - élaborer les CSF (méthodologie et saisie dans l'applicatif dédié), documentation des investigations conduites (Check List et archivage des pièces consultées). - contribuer aux mesures de lutte contre la fraude coordonnées par l'Autorité de Gestion. - rendre compte au DG de FAM, à l'Autorité de Gestion et aux différentes autorités d'audit nationales et communautaires. Ces missions et tâches seront complétées et/ou adaptées pour ce qui concerne le FEAMP.
Champ relationnel du poste	- Les gestionnaires de FranceAgriMer du FEAD et du FEAMP : Unité Programmes Sociaux, Unité Marché, Unité pêche, Service des contrôles, Agence Comptable… - Les autorités de gestion DGCS – DPMA. L'autorité d'audit (CICC) et les corps de contrôle externes - Les autorités de Certification (Direction des Finances Publiques et ASP)

	Savoirs / Connaissances	**Savoir faire / Maîtriser**
Compétences liées au poste	- Cadres de référence du contrôle interne - Typologies de contrôles et modalités de mise en œuvre - Connaissance de l'organisation de l'établissement, de son environnement administratif relatif aux paiements aux opérateurs.	- Rigueur, esprit d'analyse et de synthèse - Bon relationnel, bonne expression orale et écrite - Maîtrise des logiciels bureautiques usuels - Adaptation à des logiciels métiers.

Personnes à contacter	Philippe MERILLON, Directeur général adjoint Tél. : 01.73.30.20.44 Philippe.merillon@franceagrimer.fr Dominique LOISON, chef de la Délégation Certificats de service fait Tél. : 01.73.30.30.15 dominique.loison@franceagrimer.fr

	Dany GAIGNIOT, chef de l'unité développement des RH Tél./ 01.73.30.34.01 mobilite@franceagrimer.fr

Date limite de dépôt de candidature : vendredi 24 février 2017

Date : 01/02/2017

Poste à pourvoir	**Chargé de projet scientifique et technique dans le domaine de l'évaluation des risques sanitaires liés à l'eau (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 2 ou agent titulaire de catégorie A**
Type de contrat	**Contrat à durée indéterminée, détachement ou affectation**
Localisation	**Maisons-Alfort (94)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Direction de l'évaluation des risques (DER) / Unité d'évaluation des risques liés à l'eau (UERE)
La DER assure l'ensemble des missions d'évaluation dans le domaine des bénéfices et des risques nutritionnels et sanitaires liés à l'alimentation, des risques liés à la santé-environnement, des risques liés à la santé au travail, des risques liés à la santé, à l'alimentation et au bien-être des animaux, et des risques liés à la santé des végétaux. Elle fait appel aux collectifs d'experts constitués auprès de l'Agence en coordonnant leurs travaux. Elle peut également faire appel aux compétences scientifiques de ses personnels, et travaille en liaison avec les autres entités de l'Agence. Dans son domaine de compétence, elle assure des missions d'alerte et de vigilance, organise les études et enquêtes nécessaires à la collecte des données utiles à ses travaux d'expertise, gère les observatoires et bases de données qui y sont associés et mène à bien les développements méthodologiques nécessaires à l'accomplissement de ses missions.

Missions / contexte

L'unité d'évaluation des risques liés à l'eau est composée d'une dizaine de scientifiques. Son champ d'expertise couvre les eaux destinées à la consommation humaine (eaux de distribution publique, eaux conditionnées y compris les eaux minérales naturelles), les eaux utilisées dans la chaîne alimentaire, les eaux récréatives et toutes autres catégories d'eau dont les usages ou rejets peuvent présenter un risque pour la santé humaine. Ainsi, cette unité évalue les risques sanitaires pour l'Homme liés à la présence de micro-organismes et de contaminants chimiques dans l'eau, évalue l'innocuité et l'efficacité des produits et procédés de traitement d'eau destinée à la consommation humaine et des piscines, l'innocuité des matériaux et objets utilisés dans les installations fixes de production, de traitement et de distribution d'eau destinée à la consommation humaine. Elle intervient également sur l'évaluation des risques sanitaires liés aux rejets d'assainissement collectif et individuel dans le milieu, évalue l'incidence sanitaire des pratiques se développant dans le contexte de développement durable, d'adaptation au changement climatique (réutilisation ou recyclage des eaux (eaux usées traitées, eaux grises), recharge artificielle de nappes, énergies renouvelables…). Pour ce faire, elle s'appuie sur les travaux du Comité d'experts spécialisé « Eaux » (CES Eaux) et des groupes de travail qui y sont rattachés et en assure la coordination scientifique.
Elle contribue à la communication scientifique des produits de l'expertise et présente l'activité scientifique de l'unité auprès des instances nationales et/ou communautaires.
Elle s'inscrit également dans de nombreuses transversalités sur des thèmes emblématiques de l'Agence.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité du chef de l'unité d'évaluation des risques liés à l'eau, le titulaire de ce poste doit apporter sa contribution technique et scientifique dans les expertises en évaluation des risques liés à l'eau et ce en lien avec le programme de travail.

Activités

A ce titre, l'agent devra :

- Piloter le traitement de saisines et auto-saisines dans le cadre de l'expertise collective conduite par le CES « Eaux » et des groupes de travail qui y sont rattachés,
- Vérifier la recevabilité scientifique des saisines,
- Identifier les questions posées au CES « Eaux », les moyens et les compétences nécessaires pour y répondre,
- Fournir un appui scientifique à l'expertise,
- Organiser les réunions (groupes de travail, autres …),
- Rédiger les comptes rendus de réunions et tout ou partie du produit de l'expertise (avis, rapports),
- Gérer les produits de l'expertise depuis leur validation par le CES « Eaux » jusqu'à leur publication,
- Développer une expertise interne : (i) prendre en charge une saisine pouvant ne pas relever de l'expertise collective, en accord avec le président du CES et le chef d'unité concerné ; (ii) élaborer des synthèses bibliographiques, états des connaissances …,
- Contribuer à la préparation des documents susceptibles d'accompagner la publication des produits de l'expertise, à la diffusion de l'information, à sa valorisation (colloques, publications…)
- Assurer la veille scientifique, réglementaire et technique en lien avec les services compétents (SAJ, documentation…),
- Assurer la mise en œuvre et le respect des procédures qualité,
- Encadrer des stagiaires dans son domaine de compétence.

Conditions particulières

- Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts* et au respect des règles de confidentialité.

* *Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : Bac + 5, Ingénieur ou Pharmacien avec spécialisation dans le domaine de l'eau (chimie et microbiologie) et de la santé publique.

Minimum Bac+3

Expériences similaires

- Une expérience préalable dans le domaine de l'eau et des enjeux sanitaires associés serait appréciée,
- Une expérience de l'expertise collective serait un plus.

Compétences

- Compétences scientifiques et techniques en chimie, traitement des eaux destinées à la consommation humaine et/ou biologie des eaux
- Compétences en évaluation des risques sanitaires
- Connaissance de la réglementation française et européenne applicable au domaine de l'eau et particulièrement dans le champ de la santé publique
- Connaissance des acteurs du domaine de l'eau
- Aptitudes relationnelles et goût pour le travail en équipe
- Maîtrise du recensement des données bibliographiques
- Capacité d'analyse et de synthèse
- Capacités rédactionnelles avérées et aptitudes à la communication orale
- Compétences en termes d'animation de groupe et de pilotage de projets
- Maîtrise de l'anglais scientifique (communication écrite et orale)
- Maîtrise de l'outil informatique (pack office)
- Aptitude organisationnelle, rigoureux(se) et dynamique
- Capacité d'adaptation et d'investissement permettant de s'approprier des thèmes d'expertise variés et de déployer de nouvelles méthodologies le cas échéant
- Force de proposition

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 22 février 2017

Renseignements sur le poste : Pascale PANETIER (pascale.panetier@anses.fr)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + CV) **en indiquant la référence 2017-006** à recrutement@anses.fr

Date : 02/02/2017

Poste à pourvoir	**Chargé de projet scientifique et technique (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 2**
Type de contrat	**Contrat à durée déterminée de droit public (8 mois)**
Localisation	**Maisons-Alfort (94)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

ANSES, Laboratoire de Santé Animale, UMR BIPAR, Equipe Vectotiq

Missions / contexte

L'Equipe Vectotiq « Ecologie des agents pathogènes transmis par les tiques » se focalise sur trois objectifs majeurs :

1- Le développement de techniques de détection innovantes pour mieux caractériser les agents pathogènes transmis par les tiques (méthodes alliant le haut débit et la détection sans a priori, méthodes de séquençage sans isolement bactérien, méthodes de typage…) et pour définir des techniques de diagnostic des maladies transmises par les tiques chez l'Humain et les animaux.

2- L'application des concepts de l'écologie de la santé pour comprendre les modes de circulation des agents pathogènes en fonction des facteurs environnementaux, leur dynamique évolutive et leur risque d'émergence.

3- Le changement de paradigme « agents pathogènes versus pathobiome » en redirigeant nos questionnements sur les mécanismes de la transmission, de la persistance et de la pathogénicité qui étaient adressés jusqu'à présent à un agent pathogène isolé vers la communauté microbienne qui abrite ce (ou ces) agent(s) pathogène(s) (en particulier dans le contexte des co-infections d'agents pathogènes) dans les hôtes et les vecteurs.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité du Dr Sara Moutailler, chargée de projet parasitologie et en lien étroit avec les autres membres de l'équipe Vectotiq, l'agent recruté sera en charge de la recherche de la présence d'ARN viraux dans des échantillons de moustiques collectés en Guadeloupe, en Guyane et au Brésil dans le cadre du projet H2020 ZIKALLIANCE, à l'aide d'un nouvel outil de détection haut débit basé sur des PCR temps réels microfluidiques. Il dessinera également des amorces et sondes permettant la détection d'ARN viraux de répartition mondiale transmis par les moustiques. Il confirmera ses résultats par des techniques classiques de PCR et de séquençage. Enfin il réalisera des comptes rendus de ses résultats (en Français et Anglais) pour les collaborateurs du projet H2020 Zikalliance.

Activités

- Broyage de moustiques en laboratoire de niveau 3 (BSL3)
- Extraction ARN et ADN, RT, RT-PCR, RT-qPCR, qPCR, PCRs microfluidiques
- Alignement de séquence, Dessin d'amorces et de sondes TaqMan
- Compte rendu des résultats aux collaborateurs Européens du Projet H2020 (Powerpoint et Word)

Conditions particulières : Aucune

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : Niveau BAC+5 en biologie moléculaire ou similaire souhaité
Minimum bac + 3

Expériences similaires

- Expérience dans le domaine de la biologie moléculaire (ARN, RT-PCR, RT-qPCR, qPCR…)
- Expérience dans l'utilisation des logiciels type Blast, Bioedit, Oligocalc
- Connaissance des PCRs microfluidiques serait un plus

Compétences

- Biologie moléculaire : extraction ARN, RT, RT-PCR, RT-qPCR, qPCR, PCRs microfluidiques,
- Utilisation de Blast, Bioedit, Oligocalc
- Dessin d'amorces et de sondes Taqman
- Aptitudes relationnelles et goût pour le travail en équipe
- Capacité d'analyse et de synthèse
- Maîtrise de l'anglais scientifique (communication écrite et orale)
- Maîtrise de l'outil informatique (pack office, pro logiciels, logiciels)
- Aptitude organisationnelle, rigoureux(se) et dynamique,

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 16 février 2017

Renseignements sur le poste : Muriel Vayssier-Taussat (muriel.vayssier@vet-alfort.fr) ; Sara Moutailler (sara.moutailler@anses.fr)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2017-016 à :** recrutement@anses.fr

Date : 01/02/2017

Poste à pourvoir	**Chargé de projets (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 2**
Type de contrat	**Contrat de droit public à durée déterminée (durée de 18 mois)**
Localisation	**Maisons Alfort (94)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Direction des autorisations de mise sur le marché
Unité d'Instruction Administrative (UIA)

Missions / contexte

La loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt adoptée en octobre 2014 a confié à l'Anses des missions de délivrance des autorisations de mise sur le marché (AMM) des produits phytopharmaceutiques (PPP), des adjuvants, et des matières fertilisantes et supports de culture (MFSC) transférées à l'Anses depuis juillet 2015. L'Anses s'est vue confier des missions équivalentes assurées par le ministère en charge de l'environnement, en ce qui concerne les produits biocides à compter du 1er juillet 2016.
Une direction des AMM (DAMM) a été créée en juillet 2015 pour la mise en œuvre de ces nouvelles missions. La DAMM est chargée d'instruire les décisions d'autorisation, de modification et de retrait de mise sur le marché des produits mentionnés, de mettre en place les activités d'inspection et de contrôle et d'animer le comité de suivi des AMM ; elle comprend une unité d'instruction administrative qui assure la réception et le traitement administratif des dossiers et la préparation des décisions d'ordre administratif, et une unité des décisions qui assure l'instruction des dossiers issus de l'évaluation.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Placé sous l'autorité du chef de l'unité qui assure la réception et le traitement administratif des dossiers, la préparation des décisions d'ordre administratif et la gestion des déclarations d'essais de produits, l'agent sera chargé du suivi de plusieurs projets. Les principaux projets prévus à ce stade pour 2017 concernent la mise en place d'un téléservice de déclaration informatique des essais (SIDEP) et toutes les questions liées à ces déclarations, la réflexion sur la refonte du système SIMMBAD (produits biocides) et la dématérialisation du dépôt des dossiers de demandes d'autorisation (DPhy); leur suivi concernant uniquement le volet métier, en lien avec les agents concernés de la direction. Pour ces projets, l'agent assurera la finalisation des travaux sur la révision des formulaires et un appui à la rédaction de procédures.
Les activités du chargé de projet sont les suivantes :

Activités

- Suivi de l'avancement et de la mise en place du projet de déclaration informatique des essais de recherche et de développement des produits phytopharmaceutiques ; gestion de la communication avec les demandeurs dans le cadre de la mise en place de ce téléservice,
- Finalisation, en lien avec les agents intervenant actuellement sur ces dossiers, des travaux sur la révision des formulaires, la révision des arrêtés taxes et un appui aux procédures,
- Réflexion préliminaire, en lien avec la chargée de projets scientifiques biocides de l'unité, relative aux évolutions de la base Simmbad (inventaire des produits biocides).
- Suivi de l'élargissement à l'ensemble des demandeurs de la saisie en ligne d'une partie des dossiers et suivi de l'évolution du périmètre du projet, (expression des besoins pour la partie métier), dans le cadre du projet de dématérialisation du dépôt des dossiers de demande concernant les produits phytopharmaceutiques (PPP), les adjuvants, et les matières fertilisantes et supports de culture (MFSC),

Des activités complémentaires en appui au chef d'unité ou son adjointe pourront être confiées au chargé de projet.

Conditions particulières

- Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts*.

* *Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : Niveau BAC + 5 (Master 2, DEA ou diplôme d'ingénieur) en agronomie/agriculture, santé ou environnement, docteur en Pharmacie, ou docteur en Sciences.
Minimum Bac+3

Expériences similaires

- Expérience dans le domaine de la protection des plantes et/ou de l'instruction de dossiers réglementaires,
- Expérience de suivi de projets.

Compétences

- Capacité d'analyse et de synthèse,
- Connaissances techniques et/ou règlementaires dans les domaines des produits phytopharmaceutiques et/ou des matières fertilisantes et supports de culture,
- Capacités rédactionnelles avérées et aptitudes à la communication orale,
- Maîtrise de l'anglais scientifique (communication écrite et orale),
- Pratique de la bureautique courante (traitement de texte et de données, tableur).
- Autonomie et rigueur, esprit critique, réactivité et sens de l'organisation,

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 22 février 2017

Renseignements sur le poste : Bertrand BITAUD (bertrand.bitaud@anses.fr, tel. 01 49 77 21 28)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2017-015 à :** recrutement@anses.fr

Date : 06/02/2017

Poste à pourvoir	**Technicien de laboratoire en biologie (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 3**
Type de contrat	**Contrat à durée déterminée de droit public de 1an**
Localisation	**Lyon (69)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs. Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse	Anses, Laboratoire de Lyon UMR Mycoplasmoses des ruminants
Missions / contexte	L'Unité Mixte de Recherches (UMR) Mycoplasmoses des ruminants est un acteur essentiel pour la surveillance et la connaissance des bactéries du genre *Mycoplasma* et des maladies associées chez les ruminants. Elle est composée de 12 agents et développe une double approche du suivi sanitaire des mycoplasmoses (à travers notamment l'animation d'un réseau d'épidémiosurveillance, le réseau VIGIMYC) en appui aux filières et de l'analyse de la diversité et virulence des mycoplasmes associés. Depuis 2015 deux axes scientifiques forts sont plus particulièrement mis en avant : l'antibiosensibilité des mycoplasmes d'une part et leur émergence/virulence d'autre part. Ces deux axes sont déclinés aussi bien sous des aspects épidémiologiques que moléculaires..

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité de la Directrice de l'UMR, le/la technicien/ne est en charge de mettre en place l'ensemble des techniques requises dans le cadre du projet REDIBOV portant sur la diversité et la résistance aux antibiotiques des souches de *Mycoplasma bovis* (bactériologie, sérologie et biologie moléculaire).

Activités

A ce titre, le/la technicien/ne recruté(e) devra:

- Isoler à partir d'échantillons cliniques les mycoplasmes et / ou l'ADN/ARN
- Contribuer à l'isolement à partir de ces mêmes échantillons de *Pasteurellaceae*
- Réaliser la détection et l'identification des mycoplasmes (PCR, rtPCR, MF-dot, MALDI-TOF)
- Réaliser les diagnostics sérologiques de détection / confirmation (ELISA, WB, colonyblotting, etc.)
- Réaliser des CMI et contribuer au développement de méthodes alternatives pour la détermination de l'antibiosensibilité des souches
- Contribuer à la comparaison de méthodes pour l'analyse de la diversité des souches de *Mycoplasma bovis.*
- Participer à l'ensemble des protocoles déployés dans l'UMR pour la caractérisation des souches de mycoplasmes

Conditions particulières Aucune

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : BAC + 2 /+3 de type BTS/DUT en biologie, ayant une formation en bactériologie, en biologie moléculaire et si possible en sérologie

Expériences similaires

- Une première expérience en laboratoire de recherche en biologie moléculaire appliquée à la microbiologie est impérative
- Une expérience significative dans la conduite d'analyses de type ELISA sera appréciée

Compétences

- Maîtrise des techniques classiques de bactériologie, biologie moléculaire (PCR, rtPCR, PFGE…)
- Capacité d'analyse et de synthèse
- Maitrise des outils informatiques (bureautiques et logiciels pilotes de plateformes scientifiques)
- Lecture et compréhension de l'anglais scientifique
- Aptitude au travail en équipe, polyvalence.
- Sens des responsabilités.

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 27 février 2017

Renseignements sur le poste : Florence TARDY (04 78 69 68 43, florence.tardy@anses.fr)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2017-017 à** recrutement@anses.fr,

Date : 01/02/2017

Poste à pourvoir	**Technicien de culture chargé du suivi sanitaire des plantes (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 3 ou agent titulaire de catégorie B**
Type de contrat	**Contrat à durée indéterminée, détachement ou affectation**
Localisation	**Lempdes (63)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Laboratoire de la santé des Végétaux– unité de quarantaine :
L'unité de quarantaine de Clermont-Ferrand est une des six unités du laboratoire de la santé des végétaux de l'Anses. Elle réalise des d'expertises dans le domaine du confinement et des organismes nuisibles de quarantaine et est laboratoire de référence national pour le virus de la Sharka, les virus de la pomme de terre et les virus des agrumes.

Missions / contexte

Sa mission principale est d'assurer la mise en quarantaine des végétaux introduits sur le territoire français en dérogation aux règles générales phytosanitaires. Ses installations confinées (de niveaux de sécurité 1, 2 et 3) lui permettent de réaliser en toute sécurité un ensemble d'observations et d'analyses sur le matériel végétal introduit nécessaire pour vérifier son état sanitaire.
Les activités de l'unité de quarantaine concernent des végétaux destinés à la recherche scientifique ou à la création variétale, principalement sur arbres fruitiers (y compris les agrumes et noisetiers), la vigne et la pomme de terre.
L'unité de quarantaine compte 11 agents permanents. Elle est organisée en deux équipes : l'équipe « plantes » qui réalise toutes les opérations en serres de cultures et l'équipe « laboratoire » qui effectue les analyses, ainsi que toutes les opérations de culture in vitro nécessaires à la quarantaine.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité du responsable de l'équipe « Plantes », l'agent est responsable technique des suivis sanitaires et technicien de culture.

Activités

- Responsable technique des suivis sanitaires :
  Mise en œuvre des observations visuelles régulières de l'état sanitaire des végétaux (toutes cultures en serre dont végétaux en quarantaine), recherche d'organismes nuisibles ; observation et notation individuelle de toutes les variétés en quarantaine, prélèvements sur symptômes et envoi au laboratoire compétent pour identification des organismes nuisibles
  Décision et mise en œuvre des traitements sanitaires sur les plantes : lutte biologique, à défaut lutte chimique
  Veille technique et scientifique sur les ravageurs et maladies des végétaux
- Technicien de culture :
  Gestion du bon fonctionnement des installations de culture, y compris nettoyage, désinfection et élimination de végétaux, et entretien et maintenance des matériels, équipements et installations.
  Gestion des conditions de végétation des plantes et réalisation des opérations culturales (semis, repiquage, rempotage, greffage, bouturage, taille, tuteurage, arrosage, apport de fertilisant, désherbage etc.)

Conditions particulières

- Pas de contre-indication pour travailler en milieu confiné
- Pas de contre-indication pour manipuler des produits phytopharmaceutiques et biocides (équipements individuels de protection fournis)

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : diplôme niveau Bac+2 en phytopathologie, pépinière ou arboriculture
Minimum Bac

Expériences similaires

- Techniques de culture en serre souhaitées
- Connaissances en phytopathologie appréciées
- Certiphyto apprécié (à défaut une formation spécifique est proposée)

Compétences

- Aptitudes relationnelles et goût pour le travail en équipe
- Maîtrise de l'outil informatique (pack office)
- Aptitude organisationnelle, rigoureux(se), autonome et dynamique,

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 22 février 2017

Renseignements sur le poste : Jean-Emmanuel Gerbault (jean-emmanuel.gerbault@anses.fr + 04.73.74.83.00)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2017-008** à : recrutement@anses.fr